

4

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 30 SEPTEMBRE 1999**  
**RELATIVE A LA PREPENSION EN 1999 ET 2000**

(A.R. demandé)

**Article 1 : Champs d'application**

§ 1 La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, pâtisseries et salons de consommation annexés et qui cotisent au fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

§ 2 Par "ouvriers " sont visés les ouvriers masculins et féminins.

**Article 2 : Licenciement**

§ 1 L'indemnité complémentaire instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, est octroyée aux ouvriers qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave et qui satisfont aux conditions citées ci-après.

§ 2 Sans préjudice des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le licenciement donnant lieu au statut de prépensionné peut être la conséquence d'une initiative de l'employeur et/ou de l'ouvrier, sauf pour les entreprises occupant moins de dix personnes où l'initiative est réservée exclusivement à l'employeur. En ce qui concerne le licenciement dans le cadre de l'article 3 §2 de la présente convention collective de travail, les parties tiendront compte de l'organisation et des circonstances du travail.

§ 3 Le licenciement ayant en vue la prépension, doit se situer entre le 1er janvier 1999 et le 31 décembre 2000.

§ 4 L'ouvrier doit fournir la preuve de son droit aux allocations de chômage.

**Article 3 : Conditions d'âge et d'ancienneté**

§ 1 La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 58 ans pour autant que la personne concernée réponde à la condition légale de 25 ans de passé professionnel en tant que salarié,

§ 2 La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 56 ans pour autant que la personne concernée réponde à la condition légale de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, dont :

- au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1 er de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990;
- et au moins 10 ans chez l'ancien employeur ou dans le secteur de l'industrie alimentaire.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.  
25 -10-1999 | 28 -01-2000

20-09-99

N°

53.760/60/118.03

§ 3 La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est abaissée à 56 ans pour les ouvrières qui répondent à la condition légale de 38 ans de passé professionnel en tant que salarié.

§ 4 Les conditions d'âge mentionnées doivent être remplies dans la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000 et au moment de la fin du contrat de travail.

§ 5 Les conditions d'ancienneté mentionnées doivent être remplies au moment de la fin du contrat de travail.

#### **Article 4 : Indemnité complémentaire**

§ 1 En principe le paiement de l'indemnité complémentaire comme prévue dans la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 est dû par l'employeur.

§ 2 L'obligation de paiement des employeurs de l'allocation complémentaire est transférée au Fonds social et de garantie de boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

§ 3 L'obligation du fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire de payer l'allocation complémentaire comme prévue dans le § 2, ne vaut qu'en cas de licenciement ayant en vue la prépension dans le cadre de la présente convention collective de travail, c'est à dire à partir de 58 ans (art. §1) ou à partir de 56 ans (art. §2).

§ 4 Le Fonds social et de garantie supportera la charge financière des cotisations capitatives mensuelles.

#### **Article 5 : Formule de calcul**

§ 1 La déduction des cotisations sociales personnelles pour le calcul de l'indemnité de prépension complémentaire de prépension doit être effectuée sur 100 % du salaire brut. Ce mode de calcul ne vaut que pour les prépensions qui commencent à courir à partir du 1er juin 1999 dans le cadre du régime sectoriel de prépension.

§ 2 En ce qui concerne les prépensions en cours avant le 1er juin 1999 le montant de l'indemnité complémentaire est augmenté d'un montant de Bef.260 le 1er juin 1999.

§ 3 Les employeurs et les ouvriers s'engagent à utiliser les formulaires repris en annexe, à l'application de cette convention collective.

#### **Article 6 : Obligations de l'employeur**

§ 1 Conforme aux stipulations légales, le remplacement du prépensionné est obligatoire.

§ 2 Le remplacement du prépensionné licencié dans le cadre de l'article 3 §2 sera en principe effectué par un ouvrier. La dérogation à cette disposition est communiquée au conseil d'entreprise.

4

§ 3 Les sanctions éventuelles, quelle que soit leur forme, qui découlent des obligations légales en matière de la prépension, restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

**Article 7 : Validité**

La présente convention collective de travail est conclue pour une période déterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000. Elle remplace à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 la convention collective de travail relative à la prépension à 58 ans (n° d'enregistrement 46015/CO/118) ainsi que la ~~convention collective de travail du 25 juin 1997 relative à la prépension des ouvrières à 55 ans (n° d'enregistrement 46017/CO/118.03).~~

**Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie  
et salons de consommation annexés**

Créé par A.P. du 23 mai 1966 - M.B. du 3 juin 1966  
Siège : Résidence Amaryllis - Bd. L. Mettwie 83, bte 42 - 1080 Bruxelles.  
TEL : 02/469.27.86 - FAX : 02/469.21.40

**Formulaire n° 102 en vue de l'obtention de l'indemnité complémentaire prépension en cas de  
licenciement**

C.C.I. n° 17 (A.R. 16.01.75 - M.B. 31.01.75) - C.C.I.S. 30.09.99

**I. EMPLOYEUR**

Nom et prénom ou raison sociale (en majuscules et tel que déclaré à l'O.N.S.S.)

.....  
.....

Responsable.....

Adresse complète: (rue)..... n°.....

Code postal..... Commune.....

N° tel : ...../..... N° fax : ...../.....

N° O.N.S.S. précédé du numéro de code:...../.....

**II. TRAVAILLEUR**

Nom et prénom:.....

Sexe: Masculin - féminin

Lieu, st date de naissance : .....

Adresse complète : (rue)..... n°.....

code postal..... commune.....

Numéro de téléphone : ...../.....

Numéro de registre national : ...../.....

Nombre de personnes à charge (\*)

époux(se)      oui-non      enfants :.....      autres :.....

Numéro du compte bancaire : ...../...../.....

(\*) É mentionner si éventuellement invalide d'au moins 66 %.

### III. INFORMATIONS NECESSAIRES POUR LE CALCUL DE LA PREPENSION

Date d'entrée en service ..... Date de sortie .....

Date du préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis ..... Fin du préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis .....

Date de concertation (procédure art. 10 - A.R. 16.01.75)	.....
Mois de référence (normalement le mois qui précède la date du licenciement)	.....

#### Salaires brut

A. Travailleur payé au mois ..... FB/mois

B. Travailleur qui n'est pas payé au mois (par semaine • par heure) ..... FB/.....

au cours du mois de référence, il/elle a été occupé(e) au régime normal de travail ci-après:

semaine	nombre d'heures x salaire horaire brut	rémunération brute
1	x	=
2	x	=
3	x	=
4	x	=
5	x	=
TOTAL		

C Total des primes contractuelles directement liées aux prestations fournies par travailleur ET faisant l'objet de retenues de sécurité sociale  
PAS DE PRIME DE FIN D'ANNEE

nature	montant
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
total	.....
MOYENNE MENSUELLE	<input type="text"/>

**IV. CARRIERÉ**

A. L'ouvrier- l'ouvrière qui atteint l'âge de 56 ans pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000 et qui est mis(e) en prépension, doit justifier 33 ans de travail effectif ou de journées assimilées, dont 20 ans dans un régime de travail de nuit (comme prévu à l'art.1 de la CCT n°46 du 23.03.90) et qui ont une carrière professionnelle de 10 ans dans l'entreprise ou le secteur de l'industrie alimentaire.

B. L'ouvrier- ouvrière qui atteint l'âge de 58 ans pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000 et qui est mis(e) en prépension doit justifier 25 ans de travail effectif ou de journées assimilées.

C. L'ouvrier-l'ouvrière qui à l'âge de 50 ans? ou plus est mis(e) en prépension, doit :  
- soit justifier d'avoir été lié(e)s pendant au moins 10 ans par un contrat de travail avec des employeurs ressortissant à la même commission paritaire durant les 15 dernières années précédant la prise en congé; du délai de préavis ou de la période couverte par l'indemnité de congé.  
- soit justifier 20 ans de travail salarié ou de journées assimilées

l'employeur.....(nom)  
.....(adresse)  
n° O.N.S.S. précédé du code...../.....  
de.....à.....

l'employeur.....(nom)  
.....(adresse)  
n° C.N.S.S. précédé du code...../.....  
de.....à.....

l'employeur.....(nom)  
.....(adresse)  
n° O.N.S.S. précédé du code...../.....  
de.....à.....

l'employeur.....(nom)  
.....(adresse)  
n° C.N.S.S. précédé du code...../.....  
de.....à.....

l'employeur.....(nom)  
.....(adresse)  
n° O.N.S.S. précédé du code...../.....  
de.....à.....

Depuis le 1 janvier 1991 le remplacement est obligatoire.

Les soussignés certifient que les renseignements ci-dessus sont **exacts** et complets.  
Ils reconnaissent que le Fonds Social et de Garantie de la boulangerie industrielle et artisanale et de la pâtisserie artisanale a le droit d'en contrôler à tout moment l'exactitude.

Fait à ..... le ..... 19.....

en M exemplaires, dont 1 pour l'employeur  
1 pour le travailleur  
1 pour le Fonds Social

Signature du travailleur

Signature de l'employeur

### **IMPORTANT**

A joindre par le prépensionné :

- 1) Photocopie du C4 - prépension (remis par l'employeur)
- 2) Photocopie du C1 - composition du ménage (remis par l'organisme de paiement)
- 3) Photocopie de l'extrait du compte de pension (remis par l' Off.Nat.Pensions- tel 02/529.23.44)
- 4) Formulaire attestant 20 ans de travail en équipe avec prestations de nuit (prépensionné-58 ans)

A joindre par l'employeur (uniquement si le prépensionné a moins de 58 ans):

- 1) Une déclaration de l'employeur attestant que le travailleur prépensionné est remplacé par un chômeur complet indemnisé depuis plus ou moins d'un an

### **ATTENTION**

Le **Fonds Social supportera la charge financière des cotisations capitatives** pour tous les **prépensionné(e)s** en vertu des **conventions collectives de travail du 30 septembre 1999**

Cotisations normalement dues par **l'employeur (maintenant payées par le Fonds)**:

**Office National des Pensions**: cotisation spéciale de 1000 FB par mois, à payer jusqu'à l'âge légal de la pension

**Office National de Sécurité Sociale**: cotisation spéciale sur la prépension conventionnelle de 1000 FB ou 2000 FB par mois, à payer jusqu'à l'âge légal de la pension

**Office National de Sécurité Sociale**: cotisation compensatoire d'un montant de 50% ou 33% de l'indemnité complémentaire, par mois, à payer jusqu'au mois au cours duquel le prépensionné atteint l'âge de 58 ans.

**Retenue normalement à charge du prépensionné (maintenant pris en charge par le Fonds)**

Tenant compte des plafonds, 5% de la propension conventionnelle sera versée mensuellement par le Fonds Social et de Garantie à l'Office National des Pensions.

4

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 SEPTEMBER 1999**  
**BETREFFENDE HET BRUGPENSIOEN IN 1999 EN 2000**

(K.B. aangevraagd)

**Artikel 1 : Toepassingsgebied**

§ 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij en die bijdrageplichtig zijn aan het Waarborg- en sociaal fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2 Met arbeiders worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

**Artikel 2 : Ontslag**

§ 1 De aanvullende vergoeding, ingesteld in het raam van de C.A.O. nr 17 van 19 december 1974, wordt toegekend aan de arbeiders die worden ontslagen om een andere reden dan een dringende reden en die voldoen aan de hier verder vermelde voorwaarden.

§ 2 Onder voorbehoud van de bepalingen van de arbeidsovereenkomstwet van 7 juli 1978 kan het ontslag dat aanleiding geeft tot het statuut van bruggepensioneerde het gevolg zijn van een initiatief van de werkgever en/of van de arbeider. Deze regeling geldt niet voor de ondernemingen die minder dan tien werknemers tewerkstellen waar het initiatief uitsluitend uitgaat van de werkgever. Voor wat betreft het ontslag in het kader van art. 3 §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zullen partijen hierbij rekening houden met de arbeidsorganisatorische omstandigheden.

§ 3 Het ontslag met het oog op het brugpensioen moet plaats hebben tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000.

§ 4 De betrokken arbeider moet het bewijs leveren van zijn recht op werkloosheidsuitkeringen.

**Artikel 3 : Leefdtijds- en anciënniteitsvoorwaarden**

§ 1 De leefdtijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 58 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de wettelijke voorwaarde van 25 dienstjaren als loontrekkende.

§ 2 De leefdtijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 56 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de wettelijke voorwaarde van 33 dienstjaren als loontrekkende waarvan:

- minstens 20 jaar in een arbeidsregeling zoals bedoeld in art. 1 van de C.A.O. nr. 46 van 23 maart 1990;
- en minstens 10 jaar bij de laatste werkgever of in de sector van de voedingsindustrie.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

25 -10-1999

28 -01- 2000  
20-09-99

MO

53.760/6/118.03  
1



~~§ 3 De leeftijdsvoorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 wordt verlaagd tot 56 jaar voor de arbeiders die voldoen aan de wettelijke voorwaarde van 38 dienstjaren als loontrekkende.~~

§ 4 De vermelde leeftijdsvoorwaarden moeten vervuld zijn in de période tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

§ 5 De vermelde anciënniteitsvoorwaarden moeten vervuld zijn op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

#### **Artikel 4 : Aanvullende vergoeding**

~~§ 1 In principe is de betaling van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in C.A.O. nr. 17 van 19 december 1974 verschuldigd door de werkgever.~~

§ 2 De verplichting van de werkgevers tot betaling van de aanvullende vergoeding wordt echter overgedragen aan het Waarborg- en sociaal fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 3 De verplichting tot betaling door het Waarborg- en sociaal fonds van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in §2, geldt enkel ten overstaan van arbeiders die werden ontslagen met het oog op brugpensioen in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, m.n. vanaf 58 jaar (art.3§1) of vanaf 56 jaar (art.3 §2).

§ 4 Het Waarborg- en sociaal fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij zal de financiële last dragen van de maandelijkse capitatieve bijdragen.

#### **Artikel 5 : Berekeningsaanpassingen**

§ 1 De aftrek van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdragen voor de berekening van de aanvullende vergoeding van het brugpensioen wordt berekend op 100% van het brutoloon. Deze berekeningswijze geldt slechts voor brugpensioenen die ingaan vanaf 1 juni 1999 in het kader van een sectorale brugpensioenregeling.

§ 2 Voor wat de brugpensioenen betreft die vóór 01.06.1999 ingegaan zijn, wordt de aanvullende vergoeding met Bef. 260 verhoogd op 1 juni 1999.

§ 3 De werkgevers en de arbeiders verbinden er zich toe de in bijlage overgenomen formulieren te gebruiken voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

#### **Artikel 6 : Verplichtingen van de werkgever**

§ 1 Overeenkomstig de wettelijke bepalingen is de vervanging van de bruggepensioneerde verplicht.

§ 2 De vervanging van de bruggepensioneerde die werd ontslagen in het kader van artikel 3 §2 zal in principe gebeuren door een arbeider. De afwijking op deze bepaling wordt toegelicht voor de ondernemingsraad.

§ 3 De eventuele sancties, onder welke vorm ook, die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake brugpensioenen blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

**Artikel 7 : Geldigheidsduur**

Deze C.A.O. wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000. Zij vervangt vanaf 1 januari 1999 de C.A.O. inzake het brugpensioen op 58 jaar (registratienummer 46015/CO/118) alsook de C.A.O. van 25 juni 1997 inzake het brugpensioen op 55 jaar van de arbeidsters (registratienummer 46017/CO/118.03).

\*

**Waârborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij  
en verbruikszalen bij een banketbakkerij**

Opgericht bij K.B. van 23 mai 1966 - B.S. van 3 juni 1966.  
Zetel : Residentie Amaryllis - L. Mettwielaan 83 bus 42 - 1080 Brussel.  
TEL : 02/469.27.86 - FAX : 02/469.21.40

**Aanvraagformulier nr 102 tot het bekomen van de aanvullende vergoeding brugpensioen.**  
C, A.O. nr 17 19.12.74 (K.B. 16.01.75 - B.S. 31.01.75) - S.C.A.O.30.09.99

**I. WERKGEVER**

Naam en voornaam of maatschappelijke benaming (in hooftletters en zoals meegedeeld aan de R.S.Z.)

.....  
.....

Verantwoordelijke.....

Volledig adres : (straat).....nr.....

postnr.....gemeente.....

Telefoonnr. : ...../..... faxnr. : ...../.....

R.S.Z. • nummer voorafgegaan door kengetal ; . .....-...../.....

**II. WERKNEMER**

Naam en voornaam : .....

Geslacht • Man - Vrouw

Geboorteplaats en -datum : .....

Volledig adres : (straat).....nr.....

postnr.....gemeente.....

Telefoonnummer : ...../.....

Rijksregisternummer : . ...../.....

Aantal personen ten laste (\*)

et afgeno(o)t(e) ja - neen kinderen : ..... andere : .....

Bankrekeningnummer : . ...../.....

(\*) aanduiden zo eventueel minstens 66 % invalide

**III INLICHTINGEN VOOR DE BEREKENING VAN HET BRUGPENSIOEN**

Datum indiensttreding ..... Datum uitdiensttreding .....

Begindatum opzeggingstermijn ..... Einddatum opzeggingstermijn .....  
 of van de période gedekt door of van de période gedekt door  
 de opzeggingsvergoeding ..... de opzeggingsvergoeding .....

Datum overleg (procédure art. 10 K.B 16.01.96)	.....
Referentemaand (normaal de maand die voorafgaat aan de datum van ontslag)	.....

**Brutoloon**

A. Werknemer betaald per maand ..... BEF/maand

B. Werknemer net per maand betaald (per uur - per week) ..... BEF/.....

In de loop van de referentemaand is hij/zij tewerkgesteld geweest in de volgende normale uurregeling:

week	aantal uren x brutouurloon	brutoloon
1	x	=
2	x	=
3	x	=
4	x	=
4	x	=
TOTAAL		

C. Totaal van de contractuele premies ontvangen tijdens de 12 laatste maanden EN waarop inhoudingen van de sociale zekerheid werden gedaan  
**GEEN EINDEJAARSPREMIE**

aard	bedrag
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
totaal	.....
GEMIDDELD PER MAAND	<input type="text"/>

#### **IV. CARRIERE**

A. De **arbeider-arbeidster** die gedurende de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000 de leeftijd van 56 jaar bereikt, en die in brugpensioen is **gesteld**, dient 33 jaar effectief gepresteerd werk of geëquivalente dagen te bewijzen, waarvan 20 jaar in een stelsel van **nachtarbeid** (zoals voorzien bij art. 1 van de CAO nr.46 van 23.03.90), en die een **beroepsloopbaan** van 10 jaar in het bedrijf of de sector van de voedingsnijverheid heeft.

B. De **arbeidster-arbeidster** die gedurende de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000 de leeftijd van 58 jaar bereikt, en die in brugpensioen wordt gesteld, heeft 25 jaar effectief gepresteerd werk of geëquivalente dagen te bewijzen.

C. De **arbeider-arbeidster** die op de leeftijd van 60 jaar en meer in brugpensioen wordt gesteld, moet:

- hetzij het bewijs leveren dat hij **verbonden** is geweest door een arbeidsovereenkomst **gedurende** ten minste 10 jaar bij **werkgevers** behorend tot hetzelfde **paritair comité**, tijdens de periode van 15 jaar voorafgaand aan de aanvang van de opzeggingstermijn of van de door de opzeggingstermijn gedekte periode.
- hetzij het bewijs leveren van 20 jaar arbeid in loondienst of geëquivalente dagen.

werkgever.....(naam)  
.....  
R.S.Z. nummer voorafgegaan door kengetal ...../.....  
van ..... tot.....

werkgever.....(naam)  
.....  
R.S.Z. nummer voorafgegaan door kengetal ...../.....  
van ..... tot.....

werkgever.....(naam)  
.....  
R.S.Z. nummer voorafgegaan door kengetal ...../.....  
van ..... tot.....

werkgever.....(naam)  
.....  
R.S.Z. nummer voorafgegaan door kengetal ...../.....  
van ..... tot.....

werkgever.....(naam)  
.....  
R.S.Z. nummer voorafgegaan door kengetal ...../.....  
van ..... tot.....

Vanaf 1 januari 1991 is de vervanging verplicht.

Ondergetekenden verklaren dat de hierboven verstrekte inlichtingen juist en volledig zijn. Zij erkennen dat het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de industriële en kleinbakkerij en klembakkerij het recht heeft om op ieder ogenblik de juistheid na te gaan.

Opgemaakt te ..... op ..... 19.....

in ? exemplaren, waarvan 1 voor de werkgever  
1 voor de werknemer  
1 voor het Sociaal Fonds

Handtekening van de werknemer

Handtekening van de werkgever

.....

.....

### **BELANGRIJK**

Bij te voegen door de bruggepensioneerde:

- 1) Fotocopie van de C4 - brugpensioen (overhandigd door de werkgever)
- 2) fotocopie van de C1 - gezinssamenstelling (overhandigd door het betalingsorgaan)
- 3) fotocopie van het uittreksel uit de pensioenrekening (overhandigd door de Rijksdienst voor Pensioenen - tel. 02/529.23.44)
- 4) attest van 20 jaar ploegenarbeid met nachtprestaties (enkel bruggepensioneerden -58 jaar)

Bij te voegen door de werkgever (enkel voor de bruggepensioneerden - 58 jaar)

- 1) Een verklaring van de werkgever bevestigend dat de bruggepensioneerde werknemer vervangen is door een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die sedert meer of minder dan 1 jaar volledig uitkeringsgerechtigd werkloos is

### **OPGELET**

Het Sociaal Fonds zal de financiële last dragen van de maandelijkse capitatieve bijdragen voor a> de bruggepensioneerden uit hoofde van de collectieve arbeidsovereenkomsten van 30 september 1999

Bijdragen normaal te betalen door de werkgever (en dus nu door het Fonds) :

Rijksdienst voor Pensioenen : bijzondere werkgeversbijdrage van 1000 BF per maand, te betalen tot aan de wettelijke pensioenleeftijd

Rijksdienst voor Sociale Zekerheid : bijzondere bijdrage op het conventioneel brugpensioen van 1000 BF of 2000 SF per maand, te betalen tot aan de wettelijke pensioenleeftijd

Rijksdienst voor Sociale Zekerheid : bijzondere compenserende bijdrags ten bedrage van 50 % of 33 % van de aanvullende vergoeding, per maand, te betalen tot en met de maand waarin de bruggepensioneerde 58 jaar wordt.

Inhoudingen normaal ten laste van de bruggepensioneerde ten dus nu van het Fonds)

Rekening houdend met de plafonds wordt 3.5 % op het conventioneel brugpensioen maandelijks door het Waarborg en Sociaal Fonds overgemaakt aan de Rijksdienst voor Pensioenen.